

VOTE POUR LE CHOIX DU CANDIDAT DU FRONT DE GAUCHE A L'ELECTION PRESIDENTIELLE

Une déclaration d'André Chassaigne

mardi 14 juin 2011

J'en appelle solennellement aux communistes

Les délégués présents à la Conférence nationale ont adopté par 63 % des voix la résolution soumise désormais au vote des communistes. Ce texte est plutôt satisfaisant, tant sur l'analyse de la situation sociale et économique que sur les enjeux politiques. Il développe fort bien l'exigence d'une nouvelle pratique politique pour que les Françaises et les Français se réapproprient la politique et prennent en main leur avenir.

Mais cette résolution conclut de façon surprenante à une seule candidature possible aux présidentielles, réduisant ainsi le Front de gauche à une alliance de sommet et conditionnant sa réussite au choix d'un candidat incontournable.

La Conférence a cependant décidé à 79 % de faire figurer l'ensemble des candidatures pour l'élection présidentielle sur le bulletin de vote. C'est un énorme progrès démocratique pour notre parti : cette reconnaissance de la souveraineté des communistes est une réponse incontournable à l'exigence convergente d'une majorité de communistes, relayée par de nombreuses fédérations. J'y vois aussi, pour ma part, un atout de poids pour mobiliser le plus grand nombre de communistes à l'issue du vote qui désignera le candidat unique du Front de gauche aux élections présidentielles.

Depuis, cette avancée a malheureusement motivé beaucoup de fébrilité pour en limiter la portée, en dévoyant notamment mon point de vue.

Pourtant, mon positionnement a toujours été sans ambiguïté.

A chaque fois que j'ai eu l'occasion de m'exprimer sur le sens de mon offre de candidature, que ce soit au 35ème Congrès du Parti Communiste Français le 20 juin 2010, durant la Fête de l'Humanité le 8 septembre 2010, lors du Conseil National du 7 janvier 2011 suivi de l'Assemblée des animateurs de sections le 8 janvier, lors du Conseil national du 8 avril 2011 ou durant la Conférence nationale, j'ai toujours cherché à expliciter ma conception du Front de gauche comme instrument d'une dynamique populaire nouvelle, et appelé à un débat serein et respectueux de toutes les convictions au sein de notre parti, comme au sein du Front de gauche.

Certes, j'ai donné mon sentiment quelques jours avant la Conférence nationale sur le besoin qu'exprimaient les communistes de se voir offrir un choix sur l'ensemble des candidats ayant fait acte de candidature lors du Conseil national du 8 avril. C'est qu'il s'agissait, de mon point de vue, d'un engagement élémentaire pour une organisation comme le Parti Communiste Français, qui place le respect des valeurs démocratiques au cœur de ses statuts et de ses résolutions.

J'ai par ailleurs, à plusieurs reprises, assuré que je m'en remettrai sur ce point au choix de la Conférence nationale de notre Parti en application de nos statuts, avant le vote des militants prévu les 16, 17 et 18 juin prochain. C'est ce que j'ai fait.

Ma proposition de candidature est donc restée inchangée sur le fond comme sur la forme. J'ai redit, lors de la Conférence nationale, les deux priorités que je plaçais au cœur de ma démarche :

- Le besoin pour le Front de gauche, comme outil de rassemblement à gauche, de faire monter dans l'ensemble du peuple de France, l'exigence de mesures indispensables pour un changement réel dans notre pays, et pour améliorer la vie du plus grand nombre. Je pense plus particulièrement à la maîtrise financière et au carcan européen.

- La nécessité pour le Front de gauche d'être le moyen d'implication populaire dans le débat politique, le lieu d'élaboration collective des contenus de la transformation sociale et écologique. Cet enjeu essentiel exige de rompre avec le formatage des pratiques politiques actuelles, qui jouent sur la personnalisation et la médiatisation artificielle au détriment d'une démarche novatrice d'implication du plus grand nombre.

Malgré cette volonté de clarté continue sur ma démarche, au service de la volonté de rassemblement au sein du Front de gauche exprimé par notre parti, le débat légitime qui anime les communistes sur les différentes propositions soumises au vote s'est quelquefois égaré depuis la Conférence nationale. Allant chercher dans le registre du manichéisme, agitant la menace que ma désignation briserait le Front de gauche, des argumentaires simplistes essaient de faire renaître des clivages que nous avons alors réussi à surmonter. Ils sont en décalage profond avec la teneur des échanges des communistes. De même, des réactions insistent désormais sur le caractère « déplacé » des soutiens de certains militants communistes à ma candidature. Il y a quelques semaines, j'étais caricaturé en « marionnette au service de la direction ». Voilà que je serais subitement devenu un fossoyeur instrumentalisé par une autre « partie » des militants communistes.

Est-ce ainsi, par des accusations répétées, que nous concevons le respect des convictions, des engagements et de la parole de chaque militant communiste au sein de notre maison commune ? Ou s'agit-il simplement de faire diversion pour déplacer le débat sur les interprétations fantaisistes des uns et des autres ?

Ces jugements à l'emporte-pièce se situent à l'opposé de notre volonté de rassembler tous les communistes dans la perspective d'un engagement total de tous dans les échéances à venir. Je le redis avec force : il n'y pas de bons ou de mauvais communistes. Les convictions des uns et des autres ne méritent ni raccourcis ni interprétations.

Pour alimenter la réflexion décisive des adhérents de notre parti sur les choix pour 2012, il n'est pas nécessaire de les infantiliser ! Je crois qu'avec leurs valeurs, leurs convictions, leur expérience, ils méritent mieux que des échanges fondés sur la stigmatisation et le chantage.

Quant à l'argument disant que ma candidature ferait courir un risque à l'accord législatif, il me semble, pour le moins, fallacieux. Cela voudrait dire que cet accord n'a été réfléchi et discuté que dans le cadre d'une seule possibilité de candidature à la présidentielle. Or, cela n'a jamais été dit comme tel. Affirmer aujourd'hui cette condition reviendrait a posteriori à dire que mon offre de candidature était construite sur un leurre. Quel mépris pour mon engagement et plus largement pour celui de tant de communistes ! Cette référence à un corsetage de l'accord législatif avec les autres forces du Front de Gauche s'apparente à une forme de pression envers les communistes, il écarte aussi le débat de fond sur la conception du Front de Gauche.

Nous pouvons difficilement nous engager à construire du neuf avec de telles pratiques dans l'exercice démocratique au sein de notre parti. Alors que le choix très majoritaire des délégués à la Conférence nationale a été fait pour garantir la souveraineté des communistes sur leur choix, il est totalement contre-productif d'essayer désormais de les diviser en jetant de tels doutes. Pis encore, ce type d'argument est à l'opposé de l'éthique même de notre rassemblement, fondé sur la transparence d'une démarche collective et citoyenne.

Je le répète, mon offre de candidature ne souffre d'aucune sorte d'instrumentalisation. Elle est dépassionnée, sincère, dénuée de considérations boutiquières sur les agissements supposés des uns et des autres. Je crois d'ailleurs m'être astreint quant à moi à la plus grande transparence sur le sens de ma démarche et sur ma conception du rassemblement au sein du Front de Gauche, comme du rôle que doit tenir notre parti dans ce cadre collectif, et sur mon attitude si ma candidature n'était pas retenue.

Je le réaffirme, c'est au service du Front de Gauche et de sa réussite que s'inscrit ma candidature. Je m'engage à porter le programme populaire et partagé et une ambition commune sur les législatives, dans le respect des partenaires et avec une pleine existence du PCF. Aussi, j'appelle les communistes à se prononcer librement, en conscience, sur les choix qui leur sont offerts. J'appelle solennellement tous les communistes à s'investir, quel que soit leur choix, lors du vote des 16, 17 et 18 juin... et bien évidemment après !